

Le domptage de l'argent

Réalité de la vie et flux monétaires

Sozialimpulse 1/2015

Du 7 au 9 novembre 2014, eut lieu à la Maison Rudolf Steiner à Francfort-sur-le-Main un séminaire de l'Institut pour les questions sociales du présent sous l'intitulé ci-dessus. Il s'agissait, comme déjà les années précédentes, de l'actualité et de la fécondation méthodique du *Cours d'économie politique* et de la *Philosophie de la liberté* de Rudolf Steiner et leur relation mutuelle. En même temps la tentative fut entreprise de contribuer au débat de la Société civile sur la nécessité de modifier tout ce qui relève de la finance.

La récapitulation des conférences de Michael Ross, Harald Spehl et Udo Hermannstorfer fut confiée aux bons soins de Katharina Offenborn, André Bleicher ; André Bleicher réfère la conférence de Thomas Betz (monétaire), C. Strawe quelques aspects centraux du débat.

Evolution de conscience et affaires d'argent

Michael Ross

Résumé de Katharina Offenborn

Le développement des finances procède main dans la main avec l'évolution de la conscience humaine. Cette contribution voudrait parcourir « avec des bottes de sept lieus » dans le cours de l'histoire de l'argent en rapport avec l'évolution de la conscience humaine et d'y montrer à l'occasion la raison pour laquelle il est aujourd'hui indispensable de dompter l'argent.

Dans le *Cours d'Économie Politique (CEP)*, Rudolf Steiner désigne le danger que les tendances proliférantes de l'argent gagnent du terrain, c'est pourquoi l'on devrait s'occuper des affaires d'argent comme s'il s'agissait de dompter des animaux sauvages. L'argent est une invention créatrice de l'être humain, ce n'est rien de naturellement donné. Ce que nous faisons de notre argent, comment nous nous y prenons avec lui, cela dépend de la manière dont nous pensons sur lui. Dans la *Philosophie de la liberté*, il est question d'une culture de la conscience : que l'être humain puisse se développer de son être donné par les sens à un individu qui dispose d'un penser libre, jusqu'à ce qu'il acquiert des discernements dans les contextes du monde par des intuitions, pour pouvoir librement agir [pour l'amour de l'action, ndt]. L'évolution de l'argent et de l'être humain est étroitement reliée — l'un détermine l'autre. Déjà pour cette raison, nous ne devrions jamais oublier l'être humain lors de la discussion sur la question financière qui souvent apparaît si abstraite.

Pour cela un exemple quotidien : je m'achète une auto et je prends un crédit avec cela, le marchand de voiture paye à son tour un crédit avec lequel il mène son affaire. Les intérêts peuvent être déposés en produits dérivés sur le marché financier et contribuer ainsi aux spéculations financières, ce qui en définitive attire une crise bancaire. Ensuite je me retrouve à participer avec mon crédit à de lourdes régressions sociales, bien que je ne voulais qu'acheter une auto.

Étant donné que notre conscience ne va pas au-delà souvent des limites du crédit personnel, nous n'embrassons pas d'un coup d'œil les nombreuses répercussions que nous déployons avec l'argent. Nous devenons une partie du système et nous déclenchons par nos actions une dynamique que nous ne voulions donc pas. Comment une conscience se laisse-t-elle développer qui ait en vue les mouvements dérivés de l'argent **ET** les conséquences sociales qu'il provoque ? La question monétaire offre de la résistance au penser sur la base de sa dynamique énorme, mais aussi parce que l'argent est si étroitement lié à nos habitudes de vie et ne se laisse pas observer comme isolé depuis l'extérieur. Avec notre corps et notre âme nous sommes une partie du processus.

L'histoire de l'argent (monnaie)

5000 à 3000 av. J.-C. : Voici 5000 ans, il y avait des **communautés d'auto-provisionnement** et les premières villes. L'individu était un membre solide de la communauté et de la nature. Les prêtres déterminaient quelles tâches devaient être produites pour les produits alimentaires, les

constructions des édifices et les services militaires. On ne payait pas, au contraire on produisait quelque chose pour la communauté. Le courant formateur de culture était porté par le savoir des Mystères qui imprégnait aussi les institutions sociales. L'autarcie économique allait de paire avec la détermination d'autrui par la communauté. Ce qui est produit dans l'agriculture était en même temps le revenu de l'être humain qui était « donné » sous une forme d'échange naturel. Ces sortes d'échange sont pourtant placés dans des limites étroites.

3000 à 650 av. J.-C. : L'argent véritable ne naît qu'à partir de 3000 ans av. J.-C. du culte des formes mésopotamiennes et égyptiennes des sociétés théocratiques, en tant qu'offrande aux prêtres et aux temples sous forme d'**argent de don**, appelé aussi « argent sacré » qui représentait un échange entre l'être humain et la divinité. L'argent [*Geld (Gild* en germanique ancien)] signifiait dans l'ancienne langue germanique, « rétribution, équivalent, offrande ». Une guilde était une communauté d'offrande. [La guilde reste encore pour nous une corporation de marchands, d'artisans ou d'artistes, ou bien une association commerciale pratiquant des tarifs préférentiels pour ses adhérents, *ndt*]. Toutes les activités étaient orientées sur le temple, le culte, les Dieux. Les êtres humains disposaient d'une conscience mythique ; les mythes étaient vécus comme des vérités intérieures. La vie était spirituellement portée et apparaissait ordonnée comme chargée de sens. Une conscience de liberté n'était disposée qu'à l'état de germe. Les prêtres étaient responsables de la formation du prix et avec cela de l'équité sociale. Or, argent et d'autres métaux devinrent des moyens d'échange et de paiement, mais aussi les Bovins, en tant qu'animaux sacrés, devinrent une **échelle de valeur** et furent employés en tant qu'**argent marchand** (*obolus = Bratspieß* [broche]). Ne pouvait devenir argent que ce qui possédait une haute mesure de valeur sociale dans la société, et dans lequel s'exprimait « l'éclat de l'esprit ». La monnaie, en tant qu'échelle de valeur, permit plus de possibilités d'échange que le troc naturel pur.

Avec le commerce éloigné [*Fernhandel*, rien à voir avec le célèbre acteur français, *ndt*] dans les millénaires suivants et cela jusqu'en 650 av. J.-C., l'échange de marchandises se mit à croître et à se différencier de plus en plus. Des facultés se formant, naquit l'artisanat. Avec la fin de l'autarcie, production et revenu se dissocièrent : on produisait désormais pour autrui, ce à quoi l'argent servait de médium en reliant production et revenu : selon à chaque fois la culture, les pierres, coquillages, le bétail, ainsi que les métaux, étaient employés comme **argent d'affaires**, qui fonctionnait comme symbole de valeur, mais aussi comme moyen social d'expression. Des morceaux d'or et d'argent trouvèrent une vaste utilisation, parce qu'ils étaient divisibles à volonté. L'argent métal du passé était donc un argent de valeur constante. Mais l'ornement valait aussi comme argent — dans cette mesure l'art est le parrain de la découverte d'argent...

Dans son *CEP* Steiner expose que tout argent repose sur la métamorphose de marchandises en argent. L'argent dépasse pourtant en tant que tel la marchandise, parce qu'il représente un équivalent *général*, universellement utilisable : des marchandises quelconques peuvent être échangées au moyen de l'inter-convertibilité en argent, dans un circuit marchandise-argent-marchandise. L'argent peut aussi être utilisé en étant transposé temporellement, à savoir que l'on peut acheter quand un besoin surgit — avec cela entrent dans l'économie une dimension et une dynamique temporelles. Dès le début l'argent à une structure temporelle.

Dans l'évolution nonchalante entre 3000 et 650 av. J.-C. les êtres humains furent en mesure d'accompagner l'événement conformément à leur sensibilité. Aujourd'hui c'est totalement différent : la vitesse des changements est incomparablement plus rapide. Nos sensibilités sociales ne tiennent pas le tempo.

De **650 av. J.-C. au 15^{ème} siècle ap. J.-C.**, se réalisa à l'Est de la Méditerranée, la transition de l'argent de marchandise ou d'affaires en **argent** des pièces de **monnaie**. Avec cela l'évolution de la *forme de l'argent* parvint à un achèvement provisoire. Les monnaies devinrent le type normal de l'argent : elles portaient l'image du souverain [ce qui en coûta sa tête à Louis XVI, reconnu ainsi à Varennes...]

ndt], portaient souvent le nom de son lieu d'émission. L'argent métallique représentait une valeur non seulement juridique mais aussi économique, à la stabilité de laquelle on pouvait s'en remettre. Jusqu'au 17^{ème} siècle, l'argent se développa en argent d'achat, à savoir que l'achat était l'action de base de l'argent qui déterminait de plus en plus toute la société. L'argent énonçait une revendication de marchandises. Avec l'argent monétaire, la liaison à la nature était encore donnée dans l'éclat de l'or et de l'argent : la conscience humaine se rappelait ainsi de l'origine culturelle.

La philosophie grecque conduisit l'être humain du mythe au *Logos*, à la raison et à l'intellect. S'accomplit ainsi une émancipation hors de la communauté conçue théocratique et antique. On pouvait désormais échanger avec un membre quelconque de la communauté. Les relations les uns avec les autres devinrent plus libres, l'équité sociale devint l'affaire de ceux qui achetaient et vendaient. Aristote avait déjà posé la question du prix juste. Thomas d'Aquin la reprit et rédigea de longs traités là-dessus. La compréhension intellectuelle détermina de plus en plus le comportement des êtres humains, leur âme était encore plus sensiblement et affectueusement reliée aux valeurs et normes religieuses, qu'aux valeurs d'orientation culturelle de la communauté. Ainsi l'intérêt sur l'intérêt régna jusqu'au 15^{ème} siècle. Comme les métaux étaient des richesses de la nature, dont l'exploitation entraînait des coûts, la quantité d'argent s'en trouvait naturellement limitée.

Le partage professionnel du travail et l'économie des échanges s'étendirent. Celui qui n'avait pas d'argent, ne pouvait pas prendre part aux formes déterminées de la société. Cela mena à la pénurie d'argent et à l'endettement. Étant donné que les paysans ne pouvaient plus payer leurs taxes en produits du sol, mais au contraire devaient donner une somme d'argent correspondante, ils tombèrent souvent en servage. Ils firent les frais de cette évolution. Aristote voyait déjà ce problème qu'à côté de l'économie en tant qu'économie domestique, surgit l'économie d'acquisition d'argent. Accumuler des richesses plutôt, au lieu de satisfaire les besoins d'autrui — **la véritable tâche de la vie économique** — Aristote trouvait cela abominable et contre nature : aucun jeune ne pouvait plus recevoir de l'argent... En écho à la culture antique, l'économie était pourtant encore enchâssée dans l'élément spirituel et religieux, ou selon le cas dans les contextes ethniques (*embedded economy*). À l'acquisition d'argent des limites étaient posées.

Des 15^{ème}-17^{ème} siècles jusqu'à aujourd'hui : L'introduction de la monnaie divisionnaire, avec laquelle la valeur nominale l'emporte sur la valeur du métal, fit faire un autre grand pas. Au 18^{ème} siècle surgit le papier-monnaie qui ne documente plus qu'un droit. La valeur substantielle de l'argent fut de plus en plus refoulée de la nature et finalement dissoute au cours d'un long processus d'effacement : en Allemagne, il existe depuis le commencement de la première Guerre mondiale une vraie monnaie de papier.

Au 15^{ème} siècle l'intérêt de l'argent en tant que moyen d'échange se déplaça en intérêt de l'argent en tant que moyen de crédit : la colonisation et le progrès technique, sur la base de l'influence de l'esprit humain sur l'économie des temps modernes par les [grandes, *ndt*] découvertes, amenèrent avec eux un grand besoin d'argent. L'industrialisation au 18^{ème} siècle, mena par ailleurs à une augmentation énorme de la division [ou partage] du travail et de la rationalisation. La transition de l'**économie d'échange** à l'**économie financière**, s'accomplit en tant que telle. Des produits de l'artisanat furent remplacés par ceux de la production industrielle de masse. La question de l'équité devint explosive : dans le capitalisme de Manchester la valeur de l'être humain, en tant que répercussion de l'économie de multiplication d'argent, sombra au niveau de celle de l'animal : à la plupart il ne resta qu'un minimum qui consistait à exister en végétant.

Jusqu'à aujourd'hui les cartels d'industrie ont visé des lieux d'implantation aux coûts les plus bas leur donnant un avantage concurrentiel, au moyen de conditions de travail qui sont aussi mauvaises qu'autrefois en Angleterre. L'économie d'accroissement d'argent se répand sur la Terre, tirant des profits du pays et de ses gens et laisse derrière elle souffrance et pauvreté...

Le fait que des êtres humains devaient porter leur peau au marché, la conscience [morale, *ndt*] sociale, s'éveille. De plus en plus de gens font attention à la protection des dignité de l'être humain au sein des processus économiques. Le problème de notre conscience intellectuelle c'est que nous nous sommes asservis nous-mêmes, et nous avons méprisé notre capacité créatrice. Nous nous faisons serviteurs du gain financier et de la possession d'argent au moyen d'une dynamique contre laquelle Aristote déjà nous avait mis en garde, avec sa science de la chrématistique (l'argent pour l'amour du profit de l'argent) au commencement de l'économie d'échange. Ici aussi il y a à observer un contrecoup de l'ancienne attitude de conscience, pensée à partir de l'argent d'achat : l'illusion de marchandise de l'argent est un écho de l'ancien temps. Et aujourd'hui aussi il y a un culte de l'argent, comme à son origine. Nous nous rendons tous en pèlerinage aux temples, aux banques, pour servir Mammon, la multiplication de l'argent. C'est le culte actuel.

Aujourd'hui — circulation de paiement sans numéraire : Avec l'argent de virement ou argent de compte, qui n'a plus aucune valeur, l'argent s'est volatilisé en tant qu'unité de calcul. À l'époque des crédits il est devenu un simple chiffre. La couverture ne se fait plus en marchandise, mais elle est donnée par le processus de rendement.

L'argent à partir des crédits, qu'on appelle aussi argent de prêt, qui est une expression de l'esprit actif dans l'économie, ne peut pas être plus sûrs que le processus économique, dans lequel il « travaille » [guillemets du traducteur]. La conscience du produit doit être remplacée par la conscience du processus. Notre sensibilité n'avance nonobstant plus au même pas que la séparation de l'argent de la valeur de marchandise : nous avons naïvement découvert l'argent comme réel et nous avons tenté de faire encore plus d'argent avec l'argent.

Rudolf Steiner dit que lorsqu'on est d'avis que l'argent a une couverture réel et qu'on peut agir avec lui comme avec une marchandise, alors l'échange (*Tauschen*) est devenu une « illusion » (*Täuschen*) [le troc devient un truc ! *ndt*]. L'économie financière réclame une conscience totalement autre que l'économie d'échange. L'illusion de détenir l'argent comme une marchandise, et de le manipuler comme s'il en était une, à des conséquences dévastatrices : en font partie la problématique des intérêts composés ainsi que le marché des investissements d'argent et de capital, de la stase d'argent dans les biens-fonds, de même de la stase d'argent par connexion du capital d'avec le droit de propriété.

Rudolf Steiner renvoie aussi à l'origine primordiale de ces développements erronés : l'argent est un concurrent irréel de la marchandise. Des marchandises se détériorent par la consommation, l'argent, au contraire, semble ne pas se détériorer. Mais si l'on regarde les processus sociaux qui sont derrière, il se dévalue très bien : par l'inflation, des crises, — mais selon un genre et une manière funestes non réglés. La question la plus importante de l'économie, c'est par conséquent la question de savoir comment l'argent peut être consommé raisonnablement au plan social.

Perspectives à venir : cette question trouve sa seule et unique réponse juste dans le **don à la vie de l'esprit** qui par l'éducation et la formation, a tout d'abord produit tous les gains et tous les excédents qui ont fait grossir la vie économique. Ce serait donc un genre de merci que l'argent en excès revienne en riposte à la vie de l'esprit et la nourrisse...

Notre conscience doit s'élargir pour être en situation de concevoir le processus de l'argent comme une sorte de tenue d'un livre de compte mondial, sur lequel la réalité sociale est reflétée. Au lieu d'être esclave de la valeur monétaire, elle devrait s'en libérée c'est-à-dire s'efforcer de percer à jour l'illusion de l'argent et s'aviser des conditions sociales. L'être humain individuel ne peut pas produire cela seul. Les êtres humains doivent s'unir pour tenter de décider ensemble et de comprendre comment des biens doivent être échangés de sorte que tous *ensemble* prennent la direction de l'équité sociale. La manière de s'y prendre avec l'argent exprime quelle valeur suprême, quel principe civilisateur, quel culte servent une communauté. L'argent anti-social se trouve dans la logique et la psychologie du possédant d'argent. L'argent social sous la forme de

l'argent de don se trouve au service de l'évolution. La finance dans sa vraie forme est une expression de l'esprit et suit le principe du produire et du donner inépuisables. Et de la même façon qu'on a caractérisé le premier argent, l'argent d'offrande, comme aussi un argent-germe, ainsi peut-on qualifier l'argent de don comme un argent-germe de la vie de l'esprit, qui rend possible un degré supérieur de l'individualité se développant vers la liberté. Mais cette évolution vers la liberté est aujourd'hui menacée, car l'être humain lui-même est économisé de manière croissante — entre temps, hôpitaux, écoles, universités et infrastructures communales, sont des services avec lesquelles on peut gagner de l'argent : le geste d'amour est repoussé par le motif du gain d'argent. Penser dans l'argent détermine aujourd'hui, en tant que type de penser la plupart des sociétés mondiales. N'avoir aucune alternative à cela, parce que c'est devenu un principe, met en danger l'évolution vers la liberté. La solution serait : faire mourir l'excédent financier, le consommer en le donnant là où des êtres humains veulent se développer.

Sozialimpulse 1/2015.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Pathologies de l'argent : phénomènes, causes et amorces de solution

Harald Spehl,

Résumé de Katharina Offenborn

Savoir s'y prendre avec le sujet de l'argent, requiert de la mobilité. Un coup d'œil dans les journaux le prouve. Nous apprenons qu'un ménage sur 10 est sur-endetté en Allemagne. En même temps nous sommes informé qu'au moyen de montages raffinés, de grands cartels déplacent leurs gains tout à fait « légalement » dans des pays aux taux d'imposition inférieurs : Monsieur Schäuble est fier de l'équilibre parfait du budget fédéral, en même nous lisons des appels avec la teneur : « Allemands, n'épargnez pas tant, consommer plus pour que la situation économique redémarre ! ». Quel chaos en communiqués et opinions ! En tout l'impression surgit que notre système financier est impénétrable, injuste et bien malade. En quoi consistent et d'où viennent les pathologies du système financier, quelles amorces d'assainissement existe-t-il ?

Dans les manuels de science économique, on rencontre de nombreuses tentatives de définir l'argent. En donner les références détaillées dépasserait le cadre de cet article. Pertinent m'apparut cette phrase : « l'argent c'est ce qui a de la valeur ». Tout ce que cela peut englober a été exposé dans la contribution de Michael Ross — « l'argent » peut être un *Lucky Strike* [en anglais dans le texte = coup de chance, *ndt*], la monnaie ou bien le billet de banque, le crédit sur le compte en banque et autres.

Souvent le concept d'argent est fixé sur les fonctions de l'argent : sur la capacité d'achat, la fonction de former une échelle de valeur et sur la validité en tant moyen de paiement légitime et avec cela aussi moyen d'effacement de dettes (devoir d'acceptation de traite). De mauvais augure est la fonction de dépôt de valeur, qui n'est pas pour des prunes, la plus contestée dans la discussion académique.

Pour rendre cela plus clair, un exemple : lors du creusement d'un garage souterrain à Trèves, le plus grand trésor de tous les temps fut découvert de ce côté-ci des Alpes : 4 000 pièces de monnaie, que quelqu'un, lors des invasions franques, avait enfouies. Ces pièces ont aujourd'hui encore une grande valeur, parce qu'elles sont en or. Elles ont pourtant perdu leur cours garanti par le portrait de l'empereur de l'époque en tant que moyen de paiement général. Faites d'or, elles sont retombées dans la valeur marchande de l'or. Ce n'est donc pas la fonction de l'argent qui emmagasine la valeur. L'argent perd beaucoup plus de valeur lorsqu'il est seulement thésaurisé. La parure dissimulée de grand-mère peut aujourd'hui encore avoir quelque valeur, mais les 10 000 *Reichmark* de son époque ne valent rien s'ils sont retrouvés aujourd'hui. Qu'est-ce qui octroie donc de la valeur à l'argent ? Seulement les productions/prestations, dont il représente et reflète la valeur. Reconduire la valeur de l'argent dans le temps n'est finalement possible que si l'argent est mis à la disposition des êtres humains, qui de ce fait en produiront des produits/services, de sorte qu'aussi à l'avenir les valeurs réelles se trouveront à disposition qui ne sont qu'exprimées dans l'argent. Tout le reste n'est en définitive qu'illusion.

Mais cela ne veut pas dire que l'argent ne forme qu'un voile sur l'économie réelle, comme le voyait les économistes classiques. John Maynard Keynes forgea plus tard cet axiome : « *Money matters* » [L'argent (le fric!) importe!, *ndt*] — il reconnaissait ainsi que l'argent avait une action particulière dans l'économie, que la manière dont nous organisons le processus financier intervient de manière fondamentale dans les circuits réels. Aussi on s'interroge aujourd'hui : « L'argent gouverne le monde, mais qui donc gouverne l'argent ? »

Création d'argent banques d'affaires et banques d'émission

C'est aujourd'hui un fait largement incontesté que les banques d'affaires créent aujourd'hui la monnaie scripturale. La création des banques d'émission est au fond la tentative de limiter la création

d'argent par les banques d'affaires et ainsi de réguler la création monétaire. Car les banques d'émission seulement, aussi grande que puissent être aussi les différences entre les pays individuels, ont l'autorisation d'émettre la monnaie et les billets de banque : En Allemagne la *Bundesbank* en tant qu'institution indépendante détient cette fonction, dans l'UE c'est la BCE et aux USA la FED.

Est-ce que les banques d'émission peuvent contrôler l'ensemble de la création d'argent ? Les économistes sont irrésolus là-dessus quant à savoir si celles-ci sont en situation de gouverner la masse monétaire au moyen de leur politique. Un instrument classique de la politique de masse monétaire, c'est la fixation du taux d'intérêt des crédits aux banques d'affaires, appelés taux d'escompte. Dans l'instant, il est proche de zéro. Au moyen d'une baisse d'intérêt la banque d'émission veut pousser les banques d'affaires à absorber plus d'argent, au moyen d'une hausse d'intérêt d'en revendiquer moins. Quels critères sont censés avoir la priorité sur le pilotage de la masse monétaire, voilà ce qui est assurément très contesté. Cela vaut dans une mesure encore plus élevée pour la question de savoir si cette crise endémique du système financier se laisse en soi surmonter rien que par le pilotage de la masse monétaire. Pour la *Bundesbank* allemande et dans ses débuts aussi pour la BCE, c'est l'assurance de la stabilité de la valeur de l'argent qui se trouve au premier plan. La lutte contre l'inflation était annoncée. Par la limitation de la masse monétaire on obviait à la montée des prix. Aujourd'hui c'est par contre la crainte de la déflation qui est au premier plan. Le conseil de la banque centrale, de la BCE, est d'avis que nous aurions besoin de 2% d'inflation pour éviter récession et stagnation.

Ainsi, de tous côtés, la « cuisine monétaire » s'est mise à grandir ces dernières années : La FED et entre temps aussi la BCE, pompent sans cesse de l'argent neuf dans le circuit, dans l'espoir de faire redémarrer ainsi l'économie.

Avec le sujet de la masse monétaire, on ne doit pas ne pas voir le fait qu'il existe des institutions qui ne sont pas des banques — et donc ne sont pas soumises à la surveillance des banques — qui sont à peine régulées, fonctionnent pour ainsi dire en tant que « lieux de groupage d'argent » et qui avec leur argent exercent des influences énormes sur l'économie. Les Sociétés dites de « *Private equity* » (= de capital propre extra-boursier) en font partie, les *Investmentfonds* (*Hedge Fonds*, [fond d'investissement spéculatifs, *ndt*]) pareillement peu réglementés qui activent des affaires de spéculation sur les marchés de l'argent et des capitaux.

Pratiques de dépôt d'argent pathologiques

Un symptôme de maladie du système financier se révèle dans ce qui suit : Les banques d'émission étendent certes de la manière esquissée leurs volumes d'argent, pour animer les banques d'affaires avec un argent bon marché, afin de donner des crédits aux entreprises de l'économie réelle et avec cela de vivifier l'économie. Les banques d'affaires ne s'y conforment pourtant pas effectivement ou le cas échéant, pas dans une ampleur indispensable.

Manifestement, notre système financier ne fonctionne pas à cet endroit-là. Où reste à disposition pratiquement l'argent mis à disposition à des taux d'intérêt zéro ? La réponse c'est qu'il passe, dans l'espoir d'une rente, dans de purs objets spéculatifs, dans des « valeurs fictives », qui n'ont rien à faire avec l'économie réelle. C'est là le véritable foyer de maladies ! On estime — et c'est plutôt encore prudent — que 5 à 10% seulement de l'ensemble du flux financier sont conditionnés par l'économie réelle, 90% du flux financier « vagabondent » sur le globe, ici et là, en quête de possibilités de placements et de rentes.

Notre concept de propriété joue ici un rôle funeste en faisant du droit d'usage des valeurs en fortunes vendables. L'empiètement de l'économie sur le droit, la vénalité d'entreprise et des participations aux entreprises ainsi que des biens-fonds, ont conduit à une « économie de marché fictive » (Udo Hermannstorfer). À celle-ci sont redevables des pratiques comme celle d'acheter une entreprise touchée par des fonds d'investissement, pour la démanteler en la saucissonnant et la

revendre avec un haut profit. Les placeurs en capitaux n'ont en général aucun intérêt dans l'entreprise en tant que telle, mais au contraire exclusivement dans la multiplication de l'argent qui y a été « engagé » [guillemets du traducteur] par eux. La vénalité du droit d'usage dans le sol mène à ce que le flux financier se bloque dans les terrains : on spéculer sur la montée des prix des terrains, car le sol ne se laisse pas augmenter. Cela est activé dans un style sans cesse plus grand ; on parle ici de « *land grabbing* [accaparement de sols] ». Il ne s'agit pourtant pas seulement de spéculation sur le capital d'entreprise et le sol. À celui-ci vient se rajouter la spéculation avec des « produits financiers » virtuels de plus en plus raffinés avec lesquels il s'agit de conclusions de pari, pour le dire de manière simplifiée.

On peut parier sur tout, des actions et cours du change jusqu'aux catastrophes climatiques. Ainsi se laissent sans cesse créer des possibilités d'exploitations nouvelles pour le dépôt croissant du capital financier en quête.

Un exemple de cours du change : à Bretton Woods en 1944 fut créé un système monétaire mondial avec un cours fixe du change et un dollar, en tant que monnaie directrice garantie par l'or. En 1971, cette garantie par l'or cessa, peu après on passa à la flexibilité du cours du change et on en remit donc la régulation au marché anonyme.

Théoriquement, le cours du change entre deux monnaies a à faire avec l'offre et la demande sur le marché et donc avec des événements économiques. Des entreprises qui exportent doivent être intéressées à lutter contre des variations du cours du change, par exemple au moyen de devises en affaires à terme. Mais pour un nombre croissant d'acteurs sur ce champ il s'agit de moins en moins de telles protections réelles. Des affaires volatiles sont réalisées. De ce fait tout le système tombe dans cette situation biaisée de plus en plus tordue. La manipulation des taux d'intérêt (scandale *Libor*) est un exemple de ces monstruosité auxquelles cela mène.

L'argent est là, mais pas à sa juste place

Ainsi constatons-nous que l'argent, quoique existant en sur-excès, n'arrive pas là où il puisse fonder de réelles utilités, mais au contraire, il se meut dans des circuits pathologiques ou s'accumule selon le cas. Les flux financiers se sont détachés des processus réels et déstabilisent ainsi l'ensemble du système économique.

De nombreuses situations impossibles de notre époque ne sont pas des phénomènes isolés, mais se trouvent être la conséquence de cette déstabilisation. Nous constatons que la « pauvreté publique » augmente. Malgré une productivité croissante [c'est le cas en France alors qu'elle est déjà plus élevée qu'en Angleterre et en Allemagne... *ndt*], on se plaint que pour le système d'assurance sociale et l'infrastructure, il y a de moins en moins d'argent. Par contre, la richesse privée, comme le démontrent de nombreuses statistiques, atteint un niveau record. Dans des pays comme les USA et l'Allemagne, mais aussi dans les pays soi-disant développés et dans les États post-socialistes, on en arrive en ce moment à une évolution dans des directions opposées des conditions de revenu et de fortune des ménages privés. Depuis la publication du livre de Thomas Piketty « *Le capital au 21^{ème} siècle* » l'année dernière, on ne disconvient même plus de ceci dans le courant scientifique économique principal. La réalisation de ce renversement de répartition dans le détail est encore bien voilé à vrai dire, car les profiteurs n'ont qu'un intérêt très limité dans la transparence.

L'évolution depuis 2007/08

Pour découvrir des amorces de solutions il est bien utile de se remémorer un fois encore le cours de la crise depuis 2007/08 et de suivre ses causes.

Cela commença par la crise des hypothèques aux USA. Les banques accordèrent des crédits dans une vaste ampleur, pour l'achat de biens-fonds et de maisons, sans vérification de solvabilité et de

risque. (Chez nous, cela ne serait pas possible, ici un bien-fonds n'est mis en gage jusqu'au maximum de 60%.) Des banques comme des maîtres d'œuvre spéculèrent sur la montée des prix de l'immobilier. En même temps, on lia ensemble les exigences posées aux emprunteurs en titres, qui étaient cotés comme sûrs par de grandes agences d'évaluation et qui donc trouvèrent des acheteurs dans le monde entier, qui se promettaient de faire de bonnes affaires. Les banques US furent de cette façon dégagées du risque et purent attribuer de nouveaux crédits.

Mais le compte n'y était pas : les prix de l'immobilier chutèrent, les crédits ne furent pas honorés et durent être amortis par les banques. Des banques, partout dans le monde, avaient désormais des titres toxiques dans leur porte-feuille. — Aujourd'hui ces titres vérolés se fourrent dans celles qu'on désigne comme des « *Bad Banks* ».

La crise des hypothèques mena de cette manière à une crise bancaire : on toléra la faillite de la banque Lehman Brothers, parce que l'on avait sous-estimé les conséquences. La banqueroute de la banque Lehman Brothers entraîna un effondrement d'autres banques derrière elle. Les banques se méfièrent les unes des autres, les échanges entre banques s'arrêtèrent, la peur d'une faillite bancaire s'étendit. Les États prirent en mains des sommes énormes, « pour éviter le pire », les banques concernées étaient pourtant « *too big to fail [trop grosse pour craquer]* », c'est-à-dire que l'effet domino semblait mettre en danger le système.

La crise ricocha sur l'économie réelle, le résultat en fut une crise économique. On se trouva alors devant un dilemme. Le moyen classique contre une récession c'est la politique économique anti-cyclique développée par Keynes. Pour cela les États devaient s'endetter, pour créer de la demande. Dans ce sens, fut introduit en Allemagne ce qu'on a appelé la prime à la démolition. Des mesures de cette sorte aggravent cependant la crise d'endettement de l'État. Contre cet endettement d'État on avait développé dans le sillage de l'introduction de l'Euro des critères de stabilité. La dette de l'État était censée ne pas dépasser 60 % du PIB et l'endettement nouveau se limiter à 3% par an. En Allemagne, en 2009, on avait décidé de mettre un frein à l'endettement et l'avait même inscrit finalement dans la *Grundgesetz* [loi fondamentale]. En cohérence avec le plan de sauvegarde de l'Euro, on prescrivit aux pays sud-européens comme l'Espagne, le Portugal et la Grèce un programme d'épargne rigoureux.

Les expériences indiquent pourtant les dangers de cette voie : on en arrive à la stagnation économique et à une dégradation sociale qui se met à proliférer en de nombreux endroits en catastrophe humanitaire. Avec la stabilisation des banques, les dépenses publiques furent stabilisées en même temps. Le chômage, en particulier chez les jeunes, atteint aujourd'hui en de nombreux endroits une mesure que l'on eût tenue pour impossible il y a quelques années encore. Ainsi la crise des hypothèques put croître jusqu'à prendre la dimension d'une vaste crise sociétale. La démocratie se voit remise en question.

Les causes de l'évolution erronée

Au sommet du G20, après la grande crise des banques, un meilleur contrôle des marchés financiers fut exigé : aucune banque, ni aucun produit financier ne devait plus restés non-transparents et incontrôlés. J'affirme que jusqu'à aujourd'hui cela n'a toujours pas été réellement transposé. La BCE a certes carrément pris en main la surveillance des autres banques, mais nous ne savons pas encore ce que cela signifie vraiment. Si des banques sont « *too big to fail* », on devrait alors les ramener justement à une masse qui ne laisse pas l'insolvabilité d'une seule banque devenir le « maillon faible » en mettant tout le système en danger. Des propositions correspondantes, y compris la séparation des banques d'affaires normales de l'*investmentbanking* n'ont toujours pas été réalisées jusqu'à aujourd'hui. Un contrôle réel des marchés financiers et une ré-ordonnancement du système bancaire sont indispensables si l'on ne doit pas en arriver à renouveler cet enchaînement de crises.

Ces dernières décennies, l'opinion s'était imposée dans la science économique que le marché serait supérieur à toutes les autres formes de régulation. La conséquence politique en fut la dérégulation. On s'installa alors dans l'illusion que les mécanismes du marché fourniraient de meilleures solutions que les jugements humains.

La crise a dévoilé que cela ne vaut particulièrement pas pour les marchés financiers et de capitaux. Car il y règne des asymétries d'information — les uns savent plus que les autres et nous ne savons vraiment pas du tout. En outre sur de tels marchés, il y règne une sorte d'instinct grégaire : lorsqu'un mouton fait le prime saut, tous les autres sautent derrière lui, sans réfléchir.

Clarifier le concept d'investissement

Une entrave principale lors de la création de clarté sur les causes de la maladie et lors du déploiement d'amorces de solutions, c'est la « confusion babylonienne des langues » en rapport au concept d'investissement. On ne fait pas de distinction entre un investissement concret, réel et des dépôts financiers spéculatifs, qui sont dénommés « investissements financiers » non idoines. Ici il s'agit d'augmentation d'argent comme un but en soi, qui se détache des points de vue de l'économie réelle (abstraction faites des émissions d'actions pour un financement des entreprises).

Quel est le cas classique d'investissement ? Un être humain ou plusieurs capables veulent produire quelque chose de nouveau. Ils ont besoin d'argent pour des locaux, de machines, de matière première et autres. Ils empruntent pour cela. Le crédit rend possible la création de réelles valeurs économiques fondatrices d'utilité sociale.

La confusion, en référence au concept d'investissement, contribue en outre à l'erreur de masquer le fourvoiement des courants financiers.

En rapport aussi au secteur public, le concept d'investissement est employé d'une façon mal appropriée. Est-ce que la rémunération des instituteurs et professeurs est un « investissement de formation » ? La formation d'un être humain est-elle un investissement qui doit être immédiatement rentable ? Quelle manière de voir l'être humain se fourre derrière un concept de ce genre ? Culture, formation, santé, assistance vieillesse, deviennent ainsi des domaines d'investissements dans lesquels on peut engendrer du profit. Il existe aujourd'hui des établissements universitaires dans lesquels on promet aux investisseurs 10% de rendement sur leurs capitaux engagés.

On peut financer un investissement par un crédit. Ainsi l'élargissement du concept d'investissement fut longtemps aussi un argument éprouvé pour la fondation d'un endettement plus élevé de l'État. Il en va autrement aujourd'hui : avec le frein à l'endettement nous tombons dans un autre extrême, nous courons le danger que l'État tombe dans un malaise structurel et ne dispose plus d'argent pour de réels investissements dans les routes, ponts, etc. Tout cela est un embrouillamini dément. Sans clarté conceptuelle, on ne peut agir de manière sensée.

Nous devons compléter la considération quantitative de l'argent par une qualitative. Il s'agit avant tout de savoir à quoi l'argent est utilisé et comment il agit dans la totalité sociale. Nous devons, avec Rudolf Steiner, distinguer les rôles de l'argent. L'argent d'achat joue un autre rôle que l'argent de prêt pour des investissements. Ici il s'allie à des facultés d'êtres humains, grâce auxquelles une authentique plus value peut être créée. Celle-ci se tient ensuite à disposition à son tour comme potentiel. Une partie peut se trouver à disposition en tant qu'argent de don libre, ce par quoi une troisième qualité de l'argent entre alors en jeu.

Impôts : don forcé avec effets secondaires

L'argent qui n'est pas investi dans l'économie d'entreprise, ne redevient pas libre le plus souvent. Il se presse dans les dépôts décrits, où il veut se multiplier d'une manière pathologique. Une circulation saine de l'argent devrait mener pour cela à ce que l'excédent s'écoulât dans le secteur

culturel. C'est dans celui-ci que nous comprenons au sens le plus large la formation, la science, le social, la santé, l'art. Étant donné qu'il ne s'y trouve pas de production de marchandises, mais au contraire doivent y être produites des prestations de services relationnelles et y être accompli un travail créatif, ce secteur a besoin de moyens libres et donc d'argent de don. Mais parce que nous, en tant que société, nous n'avons pas la confiance d'organiser ce processus de manière ouverte, nous avons créé un mécanisme social qui nous force au don : l'imposition. Nous finançons la plus grande partie des systèmes de formation et des sciences, de l'assurance sociale et de la santé, par l'impôt et les redevances sociales. Nous nous sommes habitués à avoir un État, qui nous prend, à nous et aux entreprises, de l'argent qu'il doit remettre aux domaines cités. En tant que société nous ne pouvons pas développer la conscience jusqu'à présent qu'un processus plus sain serait mis en œuvre si nous comptions le besoin du don, déjà lors de la création de valeur et donc nous transférerions l'argent de don avec plus de conscience dans les domaines mentionnés. Nous distribuons la moitié du produit social par la voie de l'impôt forcé via l'État. On pouvait jusqu'à présent considérer cela comme une bonne solution, mais nous ne devons pas ne pas voir que le consensus réalisé jusqu'à présent, sur le montant de ce don se voit à présent remis en cause par ceux qui recherchent des rentes.

Ce qui pèse encore plus lourd : avec cela nous échangeons une détermination de contenu sur le secteur culturel par l'état. Le ministère des sciences dit ce qu'est l'université, le ministère de la culture dit ce qu'est l'école, etc. Nous avons certes trouver une voie par cette construction, pour apporter l'argent au lieu juste — mais c'est pourtant un détour avec des effets secondaires massifs.

Remarques conclusives

Une cause plus profonde de la pathologie financière consiste dans le fait que dans notre société nous ne disposons d'aucun concept d'argent conforme à sa nature et par conséquent nous ne sommes pas en situation d'en arrêter les nuisances dans son utilisation. Si nous voulons traiter la maladie à la racine, ce qui doit valoir c'est :

- Les biens-fonds ne sont pas des objets d'investissement.
- Des entreprises ne sont pas des objets d'investissement.
- Le travail n'est pas une marchandise.

Des formes de l'utilisation de l'argent qui agissent de manière toxique parce qu'elles se posent sur des facteurs de production travail, sol et capital, doivent pour cette raison être arrêtées. Amener un consensus sociétal là-dessus, est une tâche difficile mais aucunement non solvable. (Thomas Betz présentera plus tard encore une proposition concrète, de transférer uniquement la création d'argent aux banques d'émission).

Sozialimpulse 1/2015.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Le domptage de l'argent aujourd'hui —
Amorces de thérapie à partir du Cours d'économie politique de Rudolf Steiner
Udo Hermannstorfer

Notre système financier est malade en tous lieux. En tant que société, nous nous y prenons avec lui comme avec une malade près de la mort, dont nous essayons de guérir les symptômes sans en connaître le diagnostic. Que ce soient les crises d'endettement ou des problèmes bancaires, — nous n'avons en vue que des symptômes, nous parlons de « prohiber », « d'abroger », « de mettre la main au collet », nous saisissons des méthodes qui correspondent à une chimiothérapie ou a traitement aux rayons ionisants et tout cela sans connaître les racines mêmes du mal — comme si nous avions à faire à une « économie palliative », à l'issue de guérison de laquelle nous ne croyons pas du tout. C'est difficile à supporter pour des concitoyens éveillés.

Cette contribution veut renvoyer à des aspects de la totalité complexe, à certains mouvements cardinaux, où se laissent décrypter et éclairer symptomatiquement certains développements erronés, — pour obtenir un coup d'œil, comme l'exigeait Harald Spehl, sur la totalité de l'organisme social et non pas seulement sur les phénomènes isolés.

L'argent est un médium qui possède la propriété géniale de tout relier selon deux pas dans le monde : un producteur de produit/prestation ne reçoit, dans un premier pas, que de l'argent pour sa production qu'il peut échanger, dans un second pas, de nouveau contre une autre production. Le prix d'une production/prestation qui en naît exprime dans quelle proportion les êtres humains se trouvent économiquement les uns par rapport aux autres. Cela montre que le thème de l'argent n'est pas seulement un thème concret, mais plus encore c'est encore un thème humain au plus profond de sa nature, sur lequel les relations sociales se reflètent. En donnant plus ou moins d'argent pour ceci ou pour cela, nous configurons les relations de dépendance sociale. Cela signifie que seulement par la participation du plus grand nombre possible d'êtres humains nous pouvons en arriver plus loin dans la remise en question fondamentale de notre économie moribonde.

L'argent rend éveillé et délivre ainsi le fondement de conscience de notre propre comportement. Avec cela nous sommes beaucoup plus remisés à nous-mêmes qu'autrefois dans notre comportement social. Notre comportement d'achat a des répercussions globales, mais nous ne connaissons plus notre partenaire commercial. Mais avec cela de nouvelles possibilités s'ouvrent aussi : des acheteurs socialement sensibles s'interrogent pour savoir si tout s'accorde, si l'avantage personnel enrichit aussi celui d'autrui. Cela mène inéluctablement à la question du prix juste. Aristote déjà posait cette même question — et nous n'avons toujours pas accepté réellement cette question comme économiquement justifiée ni *a fortiori* nous n'y avons pas répondu...

Dans le *CEP*, la **question du prix juste** est appelée la question cardinale de la vie économique. L'argent nous pose la tâche de travailler les uns pour les autres de sorte qu'il en naisse des comportements d'accord et l'argent qui nous donne la possibilité d'instaurer progressivement celui-ci. Dompter l'argent ne veut pas dire le supprimer, mais au contraire le rendre serviable, de sorte qu'il produise quelque chose, qui ne serait pas possible sans argent. L'argent rend conscient des interdépendances et nous aide, nous les êtres humains, à agir en conséquence de cette manière. Dans les temps initiaux, comme l'a montré Michael Ross dans sa contribution, l'argent avait encore un caractère de marchandise. Aujourd'hui il ne s'agit plus de valeur substantielle de l'argent — il n'était qu'une valeur auxiliaire dans des époques où n'étaient pas encore formées les circonstances juridiques —, au contraire de relations entre les êtres humains, lesquelles prennent naissance à partir du comportement humain, l'argent documente et enregistre purement et simplement le fait que quelqu'un a réalisé une production/prestation de quelque chose pour quelqu'un d'autre. Le document financier, qui devient, après réception, un bon, devient le moyen de paiement légal qui oblige tous les contractants à l'accepter en paiement de la production/prestation propre. L'argent documente ce que nous produisons mutuellement les uns pour les autres, c'est donc un « livre de

compte universel volant ». Dans celui-ci se reflète les conditions des dettes reconnues entre les êtres humains. C'est le vrai noyau de l'argent. Des circonstances juridiques stables sont la condition préalable pour cela, à savoir de pouvoir aussi utiliser l'argent sans valeur de marchandise l'étayant, c'est-à-dire en tant que pur papier monnaie.

Nous pouvons éprouver l'argent tout d'abord comme un médiateur neutre des processus du troc, comme un rien qui, sur ce processus, ne prend aucune influence. Ou bien nous nous servons de celle-ci pour exercer une influence active sur les circonstances existantes : car nous pouvons comprendre le billet de banque comme un bon, que nous avons obtenu à la suite des productions antérieures et qui nous donne plein pouvoir pour une mise à contribution ultérieure d'autres productions. Cette fréquentation de l'argent est socialisée par la manière dont elle s'accomplit. L'argent fonde, en tant que promesse des autres à chaque fois, de produire quelque chose pour nous, parce que nous avons déjà produit quelque chose pour d'autres.

L'argent joue donc un double rôle : pour l'un c'est un avoir, pour l'autre c'est une obligation, qu'il vaut de rembourser. Au moyen de l'argent les productions/prestations sont mutuellement disponibles. Cela devient particulièrement évident dans l'expression « prestation de service » [*Dienstleistung*]. La question de savoir si à l'occasion, les prix qui en résultent sont socialement responsables, ne se laisse répondre qu'à la longue, si ce n'est pas le gain d'argent, mais au contraire la volonté de prestation qui est le motif dominant de l'action, si donc prestation de travail et revenu visé sont bien séparés. L'aspect puissance de l'argent ne doit pas dominer les gestes de se tourner socialement l'un vers l'autre qui se trouve à la base des prix.

Malheureusement il y a aujourd'hui aussi de plus en plus de revenus qui ne reposent pas sur une production antérieure, mais au contraire sur un droit antérieur (ou pré-rogative) et autorisent des êtres humains à revendiquer des valeurs dans la vie, sans avoir produit quelque chose auparavant. Le droit antérieur principal (les rentes) sont des revenus tirés de revendications de droit, par exemple de l'usage des biens-fonds, en effet principalement à partir de la vénalité de la propriété au sens le plus large. Un actionnaire ne travaille pas pour des dividendes : ce revenu, il le reçoit en tant que co-propriétaire de l'entreprise. Ces revenus sans production, violemment intensifiés par l'événement boursier, qui se mêlent aux revenus de l'échange de production/prestation, ne sont pas socialement conformes et mènent à une scission entre riches et pauvres qui s'ouvre comme un abîme. Ils mènent automatiquement à des tensions et à des clivages entre les êtres humains, parce qu'ils ne reposent pas sur l'échange de produits/prestations, mais postulent, au contraire, un privilège de production/prestation. De ce fait l'argent est détourné en moyen du pouvoir.

Une seconde façon de poser le problème du *CEP* s'occupe des **conditions sociales**, qui rendent d'abord possible la quête du juste prix. Il s'agit au fond en cela de s'émanciper des rentes foncières ou selon le cas des revenus tirés de la propriété, dans le processus économique, afin que l'économie puisse être une économie réelle. Le droit actuel du travail autorise cela, à savoir une propriété que l'on dispose sur les êtres humains. Dériver des droits de l'homme à partir des circonstances concrètes, placer la propriété au-dessus de l'être humain, représente un péché [non pas au sens bêtement « religieux », mais de « plus grave chute spirituelle encore de valeur et de dignité humaine », ndt] de notre ordre juridique. Nous devons développer un sentiment pour les répercussions de tels contextes sur l'organisme social.

Bien entendu il faut plus de la volonté pour effacer des relations injustes. Rudolf Steiner articule et fait « fonctionner » l'argent en argent d'achat, argent de prêt et argent de don, donc trois sortes d'argent qui sont au fond des degrés de son développement ultérieur temporaire, une évolution ultérieure qui s'accomplit par les processus de stase et de dissolution.

1. Argent d'achat et circulation d'argent

L'argent d'achat ou plan d'argent d'échange est en soi un système stable, statique : Si nous n'échangions seulement, il y aurait peu de problème provenant de la quantité d'argent, parce que chacun doit contribuer d'abord quelque peu au produit social, avant de pouvoir en revendiquer quelque chose. La vie s'écoule avec des habitudes et rythmes d'achat et ce n'est pas simplement seulement chaotique. Lors de l'achat les deux participants sont autonomes. Personne ne prescrit d'avance ce qu'on doit acheter et ce qu'on ne doit pas. Ce n'est que par notre comportement personnel d'achat qu'il en résulte des déplacements d'équilibre : non pas en considération sur la quantité d'argent globale, mais au contraire en considération des comportements des prix. En eux se reflètent les manières de compatir, penser et de se comporter d'une société. Elles règlent indirectement la vie et se soustraient dans leur évaluation au pur jugement économique.

La circulation de l'argent fonctionne seulement, d'un autre côté, si *tous les* revenus sont aussi de nouveau échangés, c'est-à-dire dépensés et que nous prenions totalement part au circuit d'échange. La plupart d'entre nous épargnent nonobstant 10 à 15% de leurs revenus. Pour la circulation de l'argent, ceci est une catastrophe. Car épargner c'est un événement de stase et cela signifie que l'on se « déclique » du processus social mutuel. Cela fausse les prix et engendre un déséquilibre. Ainsi naît le problème d'une surveillance de la circulation d'argent, comme la présente aussi, par exemple, Silvio Gesell, en y répondant du fait qu'il lui plaque un intérêt de sanction [intérêt de dévaluation accélérée, *ndt*], de sorte que l'argent ne veut plus être conservé comme nécessaire. Une autre forme de dissolution de ce processus de stase c'est le prêt sous forme de crédits pour des investissements.

Rudolf Steiner attire l'attention à plusieurs reprises dans le *CEP* sur le fait que tous les revenus sont redevables en définitive à l'esprit inventif. Il n'est pourtant pas très inhabituel de considérer l'esprit comme le réel facteur de producteur ou selon le cas d'économie et d'en envisager les configurations nécessaires et possibles.

- À l'esprit inventif le puissant courant de découvertes est redevable, qui s'est déversé ces 200 dernières années dans la civilisation et a transformé notre vie en la façonnant. Par cet esprit naissent de nouvelles valeurs, des plus-values.
- Une seconde propriété de l'esprit ne découvre pas seulement des productions/prestations, mais plus encore analyse et réfléchit sur des processus inhérents du travail. Il en résulte la possibilité de nouvelle organisation en s'aidant des machines pareillement découvertes par lui. La simplification en résultant et la rationalisation épargne du travail, le fait reculer et rehausse de ce fait la productivité du travail. Par cet événement de refoulement du travail une seconde sorte de plus-value prend naissance.

2. Argent de prêt / argent de crédit / capital

Mais l'esprit ne peut agir sur l'économie qu'avec l'aide de l'argent. De ce fait l'esprit métamorphose l'argent en capital. Ce processus de métamorphose se produit sous la forme de l'attribution de crédit. Des crédits seront toujours indispensables pour réaliser une impulsion de productions/prestations (investissements). Aujourd'hui l'argent neuf n'est plus créé par l'augmentation de l'argent d'achat, mais au contraire par l'introduction de crédits dans l'organisme social. En opposition aux monnaies anciennes, par exemple garanties sur l'or, porte et portail semblent ouverts de ce fait à la création arbitraire d'argent (voir les quantités énormes d'argent, dont la dynamique chaotise l'économie globale !). C'est pourquoi le droit de la création de crédit est un problème social si violemment combattu.

Des crédits forment les ponts entre ceux qui ont des impulsions et ceux qui possèdent les facteurs nécessaires à leurs réalisations et des capitaux qui ne sont pas engagés d'un autre côté. Par

l'investissement, non seulement la création de produits est simplifiée, mais plus encore le gain de marché et de productivité conduisent de nouveau à un événement de stase, mais à présent bien sûr à un plan plus élevé, celui de l'argent du crédit. Ainsi la question se pose ici aussi de la forme appropriée de cette dissolution de stase. Les réductions de prix et la réduction du temps de travail en seraient des formes convenables pour ramener cette stase dans le plan de l'échange. Les valeurs ainsi redistribuées seraient avec cela affranchies de l'économie. Une autre forme d'utilisation dans la structure des dons sera commentée plus tard.

Avec l'argent de prêt cela se comporte exactement à l'inverse qu'avec l'argent d'achat : avec l'argent d'achat il s'agit de ce que l'on reçoit pour cet argent (le pouvoir d'achat). Avec l'argent de crédit il s'agit de ce que quelqu'un en fait à l'avenir : Cela exige une conscience très élevée vis-à-vis du capital en quête d'initiateurs qu'il est nécessaire sur le plan de l'échange entre producteur et consommateur.

Des crédits sont remboursés : C'est pourquoi le risque est un facteur élevé dans l'argumentation franche au sujet des crédits. En ce moment, on tente de renvoyer sur les banques le risque des crédits, en tant qu'affaire entrepreneuriale relevant d'elles. Ce qui avait été pensé en prenant une part dans l'ancien système (argent en tant que marchandise), ne prenait pas compte l'aspect social du problème : cela requiert au contraire de la solidarité. Car que quelqu'un soit prêt à entreprendre quelque chose au service de l'organisme social, nous devrions le saluer déjà avec jubilation ! Celui qui prend un crédit crée des valeurs pour l'avenir. Le crédit est tout d'abord de fond en comble un phénomène social, parce qu'au moyen de lui des facultés individuelles sont épanouies d'une manière féconde pour la communauté. C'est un péché [de l'esprit, ici, *ndt*] que sur le plan de l'argent de crédit, le crédit soit traité par une banque comme étant créé de son fait. De ce fait en effet la banque, hors de sa position de médiatrice de crédit devient un agent prenant parti avec ses propres buts d'acquisition : un conflit d'intérêt pas tellement résoluble avec des suites dramatiques.

3. organe de l'économie

De même aucune instance centrale ne devrait pouvoir décider qui reçoit un crédit ou pas, parce que là-dedans, c'est la vie qui se trouve dans toute sa multiplicité. Ce discernement est important lorsqu'il s'agit d'imprégner la propre dynamique de l'événement du marché de plus de bon sens social. Quand bien même il y ait de nombreuses théories en considération des motifs de détermination de l'événement du marché, dans son noyau, le marché est vu comme une boîte noire qui n'est pas explorée sur la base de sa multiplicité et se laisse déterminer. Au contraire des tentatives de parler raisonnablement et ensemble de facteurs régularisant le marché, se voient même interdites par la juridiction des cartels. C'est aux expériences dans le socialisme avec son économie planifiée que l'on doit par contre le fait que toutes les exigences de bon sens sont aussitôt désavouées comme étant une restauration d'une planification économique.

Les deux impulsions font l'erreur de rechercher la raison en dehors des processus sociaux : dans l'économie de marché, dans une raison agissant invisiblement dans les forces du marché (la main occulte [comme dans les années 1980, on la croyait à l'œuvre dans les branches anthroposophiques, *ndt*]), dans l'économie planifiée, dans une autorité de régulation centralement installée. Mais dans le social, nous nous trouvons en tant qu'êtres humains raisonnables, à l'intérieur des processus. Les êtres humains à l'intérieur des processus sociaux doivent former eux-mêmes l'organe — qui a une nature de réseau — de gouvernance de l'organisme social, en se trouvant les uns les autres dans une relation réelle en l'accompagnant, à la fois en le conseillant et en le déterminant mutuellement.

À cela appartient aussi de repenser de neuf le rôle des banques. À l'occasion, il ne s'agit pas en premier lieu de leur taille, mais au contraire de leur attitude intérieure qualitative vis-à-vis des mouvements de capitaux et qu'elles en laissent régner une connaissance de la vie. Car le crédit ne tolère aucuns points de vue théoriques. C'est pourquoi nous devrions parler d'organes de l'économie et non pas exclusivement de banques : des organes servent le processus en médiateurs,

en l'organisant, le percevant et le faisant fonctionner. Pour pouvoir devenir de tels organes, des banques doivent néanmoins se repositionner de neuf. Dans leur forme actuelle, ce sont les représentantes de l'ancien système et avec cela elles « ne sont plus à sauver ». L'orientation du renouveau serait manifestement de reconnecter de nouveau directement le maniement de l'argent/capital, qui mène sa propre vie en ce moment, avec les processus réels de l'économie. Pour cela une union associative est forcément indispensable.

4. Où aller [et quoi faire du, *ndt*] avec le plus tiré de l'entreprise ?

Je voudrais faire une remarque provocante en conclusion en rapport avec l'excédent généré dans l'économie par les entreprises au moyen des investissements. Aujourd'hui cet excédent est soit remis en stase dans la formation de leur capital propre, utiliser pour leurs propres investissements ou bien épuisés par les dividendes. En liaison avec l'événement boursier, cela a conduit à ne plus juger des entreprises selon leur contribution réelle à la production/prestation, mais au contraire selon le montant de leurs excédents. Pourtant l'entreprise, en tant que telle, dispose-t-elle seule d'une revendication sur cet excédent ? Cette revendication se voit dérivée du droit de propriété, en conséquence duquel tout ce qui est produit dans l'entreprise appartient certes d'abord à celle-ci, mais elle-même appartient aux propriétaires juridiques de ses capitaux, par exemple, ses actionnaires. Ce cercle vicieux transforme le droit de propriété en un privilège du capital (l'entreprise existe pour les actionnaires), ce qui engendre et doit engendrer à la longue des tensions sociales durables dans les circonstances du travail mené ensemble. Avec cela ce révèle un manque dans l'évolution de l'argent de crédit, ou selon le cas du capital, pour préciser, le manque d'un authentique partage des conditions des recettes d'entreprises. La tendance à remplacer le financement du crédit par du capital adhérent (capital propre), nécessite une remise en cause, parce que l'événement d'investissement échappe au jugement social. Pour cela un autre élément doit être plus fortement réfléchi qui jusqu'à présent ne s'acquittait qu'en privé ou indirectement par les impôts : les dons à la vie culturelle et sociale en général, de laquelle jaillissent toutes les facultés et besoins. Jusqu'à présent, les dons passent comme relevant au contraire du comportement économique. Il importerait carrément qu'ils soient traités comme faisant une partie constitutive d'un système financier sain, à laquelle on ne peut pas renoncer.

Dans la vie quotidienne, il s'avère que les résistances contre les modifications dans le système financier sont au fortement fondées à partir du penser de la propriété.

5. Argent de don

L'importance des dons, on la voit dans le fait que notre vie commence par un don gigantesque. Avant que nous puissions principalement produire quelque chose, nous sommes 20 ou 30 ans durant — à chaque fois selon le temps de formation — d'autres nous ont fait sans cesse des dons. Un don, c'est de l'argent qui n'est lié à aucun « retour sur investissement » [en anglais dans le texte, mais c'est parfaitement inutile ici de le laisser en anglais !, surtout qu'en France nous avons aussi d'excellent « retour sur investissement » notamment par notre excellente productivité, *ndt*], mais sert exclusivement à rendre possible un futur qui n'est pas encore déterminé. C'est justement dans cette indétermination que repose son potentiel. La formation politique actuelle, comme elle a été nouvellement conçue par l'OCDE (PISA, Bologne), consiste cependant carrément à considérer la formation comme un investissement déterminé réellement sur un objectif. Cet investissement aboutit à un recours au crédit de la formation. Réclamer néanmoins à des jeunes gens qu'ils doivent exécuter de force à l'avenir ce que la société d'aujourd'hui a résolu, étouffe carrément l'impulsion de vie de toute une génération. Où, comment et quand, ces êtres humains formés interviendront-ils plus tard dans le processus social, cela reste lors d'un don largement ouvert. Dans cette mesure un don n'est aucunement un pré-financement au sens d'un crédit. Lors des dons, le donateur renonce consciemment au paiement en retour du montant de l'argent donné. Les résultats peuvent ainsi profiter à d'autres. Ce n'est qu'ainsi qu'il est principalement possible que la société par de nouvelles impulsions, soit préservée

du danger de s'incruster et de s'endurcir en étant seulement financée par ce qui avait toujours été déjà présent.

Ce qui a été dit jusqu'ici ne vaut encore qu'en général. Lors d'une observation plus précise des divers domaines d'amorce de l'argent de don se révèlent à chaque fois les formes indispensables de ses modalités. Il existe par exemple foncièrement aussi des donations avec des objectifs déterminés.

D'où provient donc l'argent de don ou selon le cas comment prend-il naissance ? Les sources s'étendent depuis l'utilité public personnellement décidée de contributions financières jusqu'aux paiements fixés au plan sociétal (ainsi peut-on même comprendre une grande part des impôts comme du « don forcé ».)

Ce qui est décisif c'est le discernement qu'avec l'argent de don il ne s'agit pas en premier lieu d'un geste humain grandiose, mais au contraire d'une catégorie d'argent de l'ensemble de l'économie, sans l'effet duquel l'organisme social devrait nécessairement se ruiner. Un point de vue essentiel tiré du *CEP* consiste dans le renvoi à l'organisme du temps de l'argent. La valeur de l'argent se modifie avec le temps, **elle est en effet constamment soumise à un vieillissement**. L'argent de don veille pour sa part à ce que ce processus de vieillissement puisse devenir le fondement du renouveau.

Sozialimpulse 1/2015.
(Traduction Daniel Kmiecik)

La création d'argent remise entre les mains publiques

Thomas Betz

Résumé par André Bleicher

Thomas Betz présente les grandes lignes de l'idée du plein argent. Celle-ci est défendue par l'initiative de la « *monetative* »¹. Le *spiritus rector* de l'initiative c'est Joseph Huber — professeur émérite de sociologie économique et environnementale de l'Université de Halle. — qui en a présenté au public les réflexions fondamentales dans diverses publications². En partant de l'observation que la partie prépondérante de la population fait l'interprétation que la banque centrale est normalement dans la situation de veiller à la stabilité de l'argent et de pourvoir, par conséquent, les banques d'affaires en argent de réserve, d'assurer la valeur de leur monnaie sur les marchés capitaux, de maîtriser le taux d'inflation et en outre, de contrôler la masse d'argent en circulation, la *Monetative* constate nonobstant que les banques centrales ne maîtrisent (ou peuvent maîtriser) en tout cas leur rôle seulement dans une mesure très faible et par conséquent, il existe une contradiction entre les attentes de la population et l'action réelle des banques centrales.

Le fait, en particulier que les banques d'affaires activent la création de monnaie scripturale — laquelle s'est soustraite largement ainsi à la gouvernance de la banque centrale — mène la *Monetative* à être d'avis qu'on en vient à une instabilité financière, puisque l'économie réelle se retrouve en face d'une trop grande masse d'argent. C'est pourquoi — selon la *Monetative* — on en arrive à une inflation de capital (donc inflation du cours des actions, prêts, titres et dérivés, etc.) et — possiblement —, dans la mesure où, les volumes de l'argent excédentaire agissant sur les processus de l'économie réelle, provoquent l'inflation du prix des marchandises.

Cette financement s'accompagne de répercussions profondes sur la répartition primaire du revenu des économies nationales. Dans tous les États du G10, le quota de prêt baisse, alors que le quota de capital monte. Cela reconduit la *Monetative* au fait que la croissance sur-proportionnelle de la fortune en capital requiert un taux de quota croissant et en conséquence, un taux de prêt en baisse.

L'idée fondamentale de l'initiative populaire est simple : la création d'argent doit incomber à une institution d'état — la *Monetative* — une autorité monétaire politiquement indépendante — et doit être soustraite aux banques d'affaires. La raison de cette mesure qui va loin, se laisse fonder et dériver de manière empirique du fait que la création d'argent s'est trop largement rendue autonome. Les banques d'affaires, dans le système financier dominant, sont en situation, au moyen d'une création multipliée d'argent, de créer à partir d'une masse relativement petite d'argent provenant de la banque centrale, des volumes d'argent multiples et importants — autrement dit : les banques d'affaires créent de l'argent à partir du néant ! [C'est d'ailleurs l'aspect juteux « incitant » à créer sa banque, car celle-ci pouvait créer, encore dans les années 80 jusqu'à au moins 8 fois la quantité d'argent qu'elle avait effectivement en dépôts réels dans son coffre. *ndt*].

Ce bricolage d'argent repose sur ce qu'on appelle la création scripturale d'argent : les banques donnent des crédits à leurs clients et inscrivent ces crédits sur leur compte comme un bien. Le client — ménage privé, entrepreneur ou bien l'État — peut continuer d'utiliser ce montant d'argent et de cette manière pour ainsi dire, de l'argent a donc pris naissance. Une seule et unique condition : la banque d'affaire doit disposer d'une réserve (actuellement d'au moins un pour cent des volumes créés) déposée à la banque centrale. Dans l'idéal, la banque centrale gère donc la masse d'argent au moyen de deux variables, le taux d'intérêt et la réserve minimum. Si elle remonte le taux d'intérêt, alors moins de crédits sont demandés, puisqu'en effet seuls des projets d'investissement lucratifs

¹ Plus d'informations sur <http://www.monetative.de/>; voir aussi Betz, Thomas (2013) : méprises dans la critique du plein-argent. Dans *Sozialimpulse*, cahier 1 ; 24^{ème} année.

² Voir par exemple : Huber, Joseph (2014) ; modernisation monétaire au sujet de l'avenir de l'ordre pécuniaire : plein-argent et *Monetative*. Marbourg. Joseph Huber a présenté la problématique de création déchaînée d'argent jusque dans les principes de comptabilité que l'on peut suivre avec précision. Quant à savoir comment l'amorce du plein-argent est jugée en détail, le mérite revient à Huber d'avoir donné un éclaircissement sur la création monétaire.

rapportent encore une rente. Si le taux de la banque centrale baisse et [devient même négatif comme en ce moment, *ndt*] alors plus de crédits peuvent être accordés. Si la banque centrale relève le dépôt minimum, alors les banques d'affaires créent moins d'argent et si la BCE fait l'inverse, celles-ci créent plus d'argent.

Empiriquement, l'écroulement de la masse d'argent et du PIB se laisse aisément démontrer : dans les années 1992-2008, la masse d'argent crût d'environ 181 %, le PIB nominalement de 51% et en réalité de 23% seulement.

L'amorce de la *Monetative*

L'initiative *Monetative* veut aller à la rencontre de cette problématique en remettant la création d'argent aux mains de la seule BCE et en soustrayant aux banques d'affaires la possibilité de créer de l'argent. L'argent doit être, sans intérêt ni endettement, injecté dans le circuit monétaire. — la caractérisation de bien d'argent — pareillement en billets de banques ou en pièces de monnaie — représente un moyen de paiement parfaitement légal.

La création d'argent ne réussira plus — comme actuellement — au moyen de l'attribution de crédits, mais au contraire par dépense en argent remise à l'État, qui le mettra en compte comme un revenu de seigneurage³. De cette manière, la *Monetative* voit le plein argent découplé de l'obligation d'engendrer de la croissance et de susciter la redistribution au débit du revenu du travail. Le plein argent doit être épuisé par les potentiels de croissance d'une économie nationale : si l'économie augmente, plus d'argent est mis à disposition, si la croissance diminue, moins d'argent doit être créé. Une économie stationnaire ne nécessite en correspondance aucune création d'argent et n'engendre donc pas de Seigneurage.

L'initiative du plein argent voit dans la réforme du système financier la possibilité de pouvoir garantir une fin de la crise d'endettement des banques et de l'État et ceci sans pousser plus avant la politique d'austérité, sans qu'une inflation artificielle soit engendrée ou bien même que dussent être requis des coupes pour les créanciers.

***Sozialimpulse* 1/2015.**

(Traduction Daniel Kmiecik)

³ Droit de battre monnaie, émanant de l'émission d'argent [mais dans le cas présent cette émission revient non plus à l'état mais à la BCE, *ndt*].

Pilotage des flux d'argent

Rôles des banques, de la *Monetative*, de l'argent complémentaire, de la formation d'organes associatifs
Résumé de *Cristoph Strawe*

Le sujet intitulé ci-dessus se trouvait au centre d'une discussion vespérale, qui fut modérée par C. Strawe, à laquelle participèrent Udo Hermannstorfer, Haraald Spehl, Thomas Betz ainsi que Joseph Schnitzbauer, directeur d'équipe de la filiale de la banque GLS à Francfort-sur-le-Main. Ce dernier commença par une présentation du rôle des banques à l'exemple de la Banque GLS, qui célébra ses 40 ans en 2014. En tant que communauté de prêt et de don, elle pratique depuis sa fondation une fréquentation socialement innovatrice avec l'argent. Dans les années qui succédèrent à la crise financière, elle profita fortement de l'insatisfaction des organismes bancaires orientés sur les rentes. Le nombre des clients s'est presque doublé ces cinq dernières années pour atteindre 185 000 personnes.

Exemple de la banque GLS

La GLS voit le sens de l'activité bancaire non pas dans des affaires propres orientées sur les rentes, mais au contraire dans le rôle de médiatrice entre épargnants, ou selon le cas déposants et le besoin d'argent des entrepreneurs. Elle s'est organisée tout à fait consciemment en tant que banque d'association de sociétaires, elle a à cœur de défendre le mouvement des banques coopératives-associatives depuis lors et compte aujourd'hui plus de 38 000 sociétaires.

La GLS se sent responsable du côté des crédits pour des projets réels et sensés : alimentation saine, habitation, formation, culture énergie, santé, social etc. Pour les déposants, il vaut qu'ils puissent eux-mêmes décider dans quel domaine ils veulent que leur argent agisse. Le client de la banque GLS décide donc de ce qui se produit avec son argent : il peut le consacrer à l'agriculture écologique, aux écoles libres [vraiment libres, c'est-à-dire pas forcément confessionnelles comme en France, *ndt*], jardins d'enfants ou bien projets de fabrication d'énergies renouvelables. S'il le veut, il peut aussi déposer sans préférence particulière. Dans le système bancaire « normal », en général, on ne sait pas, en tant que déposant, ce qui arrive concrètement de son propre argent. La GLS réalise par contre dans ce domaine une transparence maximale, en publiant tous les crédits qui ont suffi. Avec cela elle se place elle-même sous la pression légitime des clients.

Dans le domaine de l'argent de don la banque coopérative GLS e.G. agit ensemble avec la GLS *Treuhand* e.V. , qui englobe divers fondations d'avenir et fonctionne comme fondé de pouvoir pour des donateurs qui ne veulent pas fonder leur propre fondation. Avec la GLS *Treuhand*, la banque GLS a fondé ce qu'elle appelle la fondation bancaire GLS , qui en 2014 organisa un « sommet argent » qui déclencha une grande attention. En outre, il existe encore des filiales la coopérative participation GLS e.V. et les firmes AG sous la tutelle associative *GLS Bank*.

La GLS est membre de l'association fédérale des banques populaires et *Raiffeisen* et participe à sa garantie d'assurance dépôts. La garantie de dépôt n'est pas simplement une question quantitative en rapport avec l'argent se trouvant à disposition, mais au contraire elle a quelque chose à faire avec quel modèle d'affaires les banques suivent, quelles répercussions globales elles entraînent selon l'art et la manière dont elles agissent. La question posée lors du plénum pour savoir s'il y a suffisamment de dépôts d'argent existants pour des projets en Allemagne, à laquelle il fut répondu « oui » — avec un renvoi, par exemple, au rôle, dont on ne peut se passer de la banque coopérative dans le financement de projets pionniers dans l'utilisation de l'énergie.

Avec les traités de Bâle II et III, le montage en capital des banques a été mis au centre de l'intérêt. Cela mène à une considération unilatéralement quantitative ; mais on devrait plutôt regarder la question du sens, de ce qui est fait avec l'argent et ce qui en résulte par son utilisation. Mais naturellement, la banque GLS a aussi besoin de plus de capital propre, si elle est censée continuer de ce développer comme elle l'a fait ces dernières années.

La banque GLS se finance par les dépôts de ses clients et ne demande pas d'argent à la *Bundes Bank* ou bien à la BCE. Elle investit exclusivement dans des valeurs réelles. La crainte que la réforme du plein argent transforme les banques d'affaires en filiales de la banque d'émission et centralise les décisions sur les crédits et avec cela les rendent celles-ci anonymes, s'oppose à Thomas Betz : les banques d'affaires peuvent attribuer des crédits comme auparavant, mais elles devraient seulement se pourvoir auprès de la banque d'émission, si elles ne disposaient plus « d'argent magique ». C'est une question de configuration et de décisions de réglementations de procédure, d'une manière sensée, sur l'attribution de crédits. Il a aussi fait remarquer que les grandes banques auraient de fait de tout autres possibilités de création d'argent qu'une petite comme la GLS. Ici reposerait aujourd'hui un avantage de concurrence déloyal des grandes vis-à-vis des petites banques, c'est pourquoi il part du fait que la réforme du plein argent améliorera la situation des petites banques.

J. Schnitzbauer insista sur la nécessité d'agir aujourd'hui déjà au sens d'une activité bancaire sociale et de ne pas attendre d'abord une grande réforme de l'argent. Il a aussi souligné que des petits pas et la lutte pour changer les choses en grand n'entrent pas en contradiction.

Monetative, formation d'organe

La conversation s'est alors tournée sur le pilotage des masses d'argents, à l'occasion de quoi l'amorce de la *Monetative* — la transformation des billets de banque nationaux en un « quatrième pouvoir » fut prise en considération.

C. Strawe posa ici la question de la manière dont un tel organe est mis en place et doit travailler, pour pouvoir servir la formation d'un jugement social sur les besoins de l'économie réelle en correspondance avec la détermination des quantités d'argent. La discussion qui avait commencé auparavant sur le rapport entre la *Monetative* aux banques d'affaires doit continuer.

Udo Hermannstorfer posa la question critique dans quelle ampleur les processus économiques sont encore gouvernables par des plans financiers. Il faudrait mettre en place et former dans la vie économique des organes associatifs qui peuvent donner un sens d'objectif commun dans l'économie — la question financière serait à traiter par de tels organes d'avance dans le contexte des questions de contenu économique. La vie devrait en définitive être conduite par la vie et non pas par l'argent. Apporter de la raison dans l'économie, ne serait finalement possible d'une manière juste que si l'on mettait en jeu les êtres humains agissant économiquement ensemble et collaborant dans ces organes de compréhension en tant que porteurs de sens.

Un besoin de discussions se révèle ici encore. Il a été clair au moins que la *Monetative* n'est pas à penser comme « librement flottante », mais au contraire dans le contexte des questions et décisions qui ne relèvent pas de la technique financière telle que de savoir si une économie post-croissance est nécessaire. Il vaut d'abord de rassembler des énergies pour s'engager en commun dans la mise en place du plein argent, indépendamment des positions des protagonistes isolés dans d'autres questions. Car pour cela comme le dit Betz : « le plein argent n'est pas tout, mais sans plein argent tout n'est rien ».

Monnaies complémentaires etc.

Le débat fut ensuite mené que la question de savoir *comment* amorcer sur quel *plan* financier un pilotage, quel rôle, à côté de la monnaie nationale, revient à une sorte « d'argent universel » comme la keynésienne *Bancor* ou selon le cas la Lietaerienne *Terra*⁴ ou bien des monnaies complémentaires, régionales et autres dans quelles sortes de secteurs.

⁴ Voir <http://de.wikipedia.org/wiki/Bancor> et [de.wikipedia.org/wiki/Terra_\(Wahrung\)](http://de.wikipedia.org/wiki/Terra_(Wahrung)).

Pour les partisans du plein argent, le point d'amorce principal repose conformément à sa nature sur le plan national, parce qu'ici au plus tôt, il peut être engagé. Une monnaie internationale de compte dans le genre du *Bancor* serait pourtant assurément une importante « protection de flanc ». Sur l'importance des monnaies complémentaires, il existe diverses appréciations. D'un côté, un certain scepticisme fut exprimé. En premier elle serait intéressante en tant qu'aide autonome en cas de délabrement profond du système monétaire (par exemple comme en Argentine). Fréquemment elles auraient en tout cas une importance symbolique. D'un autre côté, on déclara que les monnaies complémentaires auraient une immense importance en tant que champs d'exercices et d'expérimentations sociales. En outre la régionalisation devrait être prise en compte en tant que tendance future.

Dans un tour de table de la discussion de podium, Udo Hermannstorfer développa que nous ne prenons pas souvent le temps de nous plonger dans les processus qualitatifs du social. Acheter, prêter et donner sont des processus de qualités tout à fait différentes. Nous devons développer un sens du processuel. Les questions centrales d'une économie du futur — par exemple la question de la propriété — ne devraient pas être exclues. Harald Spehl exprima sa sympathie pour l'opportunité de la *Monetative*, afin de faire sortir le potentiel de risques hors de la création d'argent. La question de savoir ce qui changerait lors d'une adjudication de crédit avant sur place dans un monde de plein argent, devrait être encore élaborée car la réponse qui se découvre déjà serait insatisfaisante.

Sur la voie d'un ordre financier organique

Le plénum au dernier jour du séminaire se tenait sous le titre « sur la voie d'un ordre financier organique ». Dans son état de fait introductif Udo Hermannstorfer souligna l'idée d'évolution : la participation des êtres humains serait aujourd'hui l'alpha et l'oméga, il ne s'agit plus de « systèmes », dans lesquels les gens ne peuvent rien développer. Une façon processuelle d'avancer serait par conséquent essentielle. Avant la clarification des problèmes structureux, une compréhension du vivant processus social que les structures sont censées servir. Avec la question de l'argent, il s'agit avant tout aussi d'étudier la manière dont se déploient les relations humaines avec l'aide de l'argent.

Sur la question d'un ordre financier organique, nous nous sommes encore peu commis. Ainsi nous pensons encore le crédit toujours trop au sens d'un événement d'achat. Le crédit de production — à l'opposé du crédit de consommation — est cependant la facilitation d'une impulsion entrepreneuriale qui crée de la valeur, —un événement social nécessaire qui ne fonde pas simplement un comportement d'endettement personnel et privé. La vraie garantie de ce crédit est représentée par les facultés des êtres humains, qui travaillent avec lui, et non pas par des assurances réelles. Le pas en direction d'une économie des facultés, notre société ne l'a pas encore réellement accompli.

Plus difficile échoit la conception de la qualité du don en tant que catégorie économique. Donner doit rendre possible une libre activité en tant que source du nouveau dans la vie sociale. Le donateur n'achète rien et ne doit pas attendre de « retour sur investissement » [en anglais dans le texte, *ndt*] car cela entraverait cette libre activité. Sur la problématique du don contraint on a en déjà parlé ailleurs. Au moyen du don, l'argent excédentaire se voit ramené dans le processus social et avec cela il redevient socialement fécond ; des processus de stase sont dissous, des formations de bulles évitées, à savoir, on empêche que le processus financier se détache du processus de vie sociale.

Nous oublions trop aisément que l'économie d'aujourd'hui utilise gratuitement les conquêtes de la vie de l'esprit d'hier, de sorte que le besoin en argent de don de la vie de l'esprit du présent « fait valoir » cela d'avance du côté de l'économie, et devrait donc être inclus dans le calcul. Nous devons apprendre à penser à partir de la totalité : l'économie n'est pas seulement responsable pour elle-

même, mais au contraire pour la totalité de l'organisme social, qui est renvoyée à ses biens et prestations. Fréquemment, on ne voit pas qu'il y a un large spectre de formes du don. Lors du don nous n'intégrons souvent que le don individuel. En de nombreux endroits, nous avons aussi besoin des formes du don sociétal. Le bon de formation montre que le financement au moyen de la communauté et de la possibilité de décision individuelle ne doivent pas s'exclure. Mais ce n'est cependant pas encore une réponse à la question d'où et de comment le mécanisme actuel du don forcé peut être remplacé progressivement par des formes « associatives » de mise en accord.

Que le thème de l'importance de l'économie du don nécessite foncièrement une élaboration plus profonde, cela fut très évident dans le débat. Cela n'est pas toujours communiqué dans le discours de la *Dreigliederung* d'une manière assez différenciée de sorte que de légers malentendus peuvent survenir. On fut en mesure de se débarrasser de quelques-uns d'entre eux dans le débat, mais il faut encore cependant un travail fondamental de traduction réciproque, pour pouvoir rendre le sujet fécond et continuer de le retravailler ensemble.

L'expérience montre sans cesse que dans le dialogue ouvert peut être atteinte une meilleure compréhension pour les différents points de vue. Que l'on y soit parvenu à Francfort-sur-le-Main, il faut remercier tous les intervenants et invités, en particulier aussi Thomas Betz.

Sozialimpulse 1/2015.

(Traduction Daniel Kmiecik)